

Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !

Pierre Kropotkine

Pierre Kropotkine
Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !
24 janvier 1880

extrait le 2 juillet 2026 de Wikisource
L'article (comme la plupart du *Révolté*) est anonyme,
l'attribution à Kropotkine est donc fondée sur une probabilité
importante (il s'agissait du principal auteur du journal à cette
période) plutôt que sur des éléments concrets.

Nos ennemis, les défenseurs de la propriété privée, ont toujours prétendu que leur meilleur allié est le petit paysan propriétaire. À les entendre, Jacques Bonhomme monte jour et nuit la garde autour de son lopin de terre, attendant quelque « affreux socialiste » d'ouvrier pour l'enfourcher ou le pendre au coin de sa grange. D'après eux, la différence des intérêts est telle entre le paysan et le travailleur des villes que l'antagonisme des deux classes doit subsister à jamais, et naturellement ils comptent sur cette haine immortelle pour garder le pouvoir et l'argent.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette manière de voir ?

Sans doute, la différence est grande entre le paysan qui possède et l'ouvrier qui possède seulement son corps affaibli par la faim, mais il n'est pas équitable de les comparer l'un à l'autre. La comparaison doit se faire entre les vrais prolétaires, ceux des campagnes aussi bien que ceux des villes, entre ceux qui, de part et d'autre, dépendent pour leur travail de la bonne volonté d'un maître. Et Messieurs les économistes ignorent-ils donc que, même en France, le pays par excellence de la petite propriété, les indigents de la glèbe se comptent par millions ? Ne savent-ils pas que dans presque toutes les contrées d'Europe, le sort du paysan est, comme celui du travailleur des usines, une irrémédiable misère ? Ne doivent-ils pas avouer qu'en Angleterre, la patrie de cette économie politique si vantée, le cultivateur des campagnes est un mercenaire avili, « si bas tombé, dit la *Fortnightly Review*, que si on lui donnait le sol, il ne saurait qu'en faire ? » C'est un charmant tableau que celui de la vie champêtre, tel que la chantent les poètes et que la peignent les artistes. Des arbres touffus, un ruisseau d'eau pure, une grange qui déborde de gerbes, des animaux au poil luisant qui s'ébattent dans la cour, une grosse fermière avec son nourrisson, entourée d'enfants qui jouent, accueillant d'un bon sourire l'homme qui revient des champs, le foyer, le repas fumant que l'on aperçoit par la porte entr'ouverte ; tout cela est gracieux et doux. Mais allez voir maintenant en Silésie en quel drame horrible s'est changée cette idylle. Là, plus de feu, ni de repas, ni de vêtements : hommes, femmes, enfants, gisent malades ou mourants sur des grabats ou sur la terre nue, et

les rats affamés viennent dévorer les cadavres ! Ainsi le veut le régime de la propriété privée. La terre est à quelques grands personnages : tant pis pour ceux qui ne sont pas nés princes ou que leur bonne étoile n'a pas faits banquiers !

Or, l'histoire contemporaine nous prouve que ce régime de la propriété capitaliste se développe de plus en plus : fatalement, par le développement normal des lois économiques, la petite propriété doit être dévorée par la grande ; les parcelles du sol appartenant au paysan sont destinées à arrondir les grands domaines, de même que les ateliers de peu sont une proie inévitable pour les puissants usiniers et que les gros financiers s'enrichissent de la ruine des minces spéculateurs. À cet égard, rien n'est plus instructif que les correspondances insérées dans les grands journaux anglais sur l'exploitation du sol, telle qu'elle se pratique maintenant dans les États les plus fertiles de la République Nord-Américaine. Que les paysans d'Europe se tiennent pour avertis ! Ce que les capitalistes ont trouvé bon de faire à l'Ouest de l'Atlantique, ne doutez pas qu'ils n'apprennent bientôt à le faire sur le rivage opposé ! Précisément ceux qui nous donnent des renseignements sur les exploitations américaines sont des commissaires chargés par le gouvernement anglais d'importer en Europe les bonnes méthodes d'agriculture.

Prenons pour exemple de ces fermes américaines, celle de Casselton, située dans les plaines qui s'étendent à l'ouest du lac Supérieur. Une compagnie de chemin de fer, en fort bons termes avec le gouvernement, comme le sont toutes les grandes sociétés financières, s'est fait concéder dans cette région un domaine de la superficie de 30, 000 hectares en un tenant : c'est un peu plus que la surface du canton de Genève. Ce vaste espace a été confié à un agriculteur habile qui avait déjà su s'enrichir ailleurs, et notre homme s'est installé au milieu de la solitude pour la transformer en une usine à froment, à trèfle et à foin. Il a dans ses hangars cent charrues, cent machines à semer, cent moissonneuses, vingt batteuses ; une cinquantaine de wagons de chemin de fer vont et viennent incessamment entre les gares du champ et le port le plus voisin, dont les embarcadères et les navires appartiennent

aussi à la compagnie. Un réseau de téléphones va de la maison centrale à toutes les constructions du domaine ; sa voix est entendue de partout, il a l'oreille à tous les bruits, rien ne se fait sans ses ordres et loin de sa surveillance.

Quant à l'outillage vivant de l'usine, il se compose de quatre cents chevaux et de six cents hommes. Les écuries sont disposées de telle sorte qu'au sortir même de la porte, les animaux commencent à tracer le sillon de plusieurs kilomètres de longueur qu'ils ont à creuser jusqu'au bout du champ : chacun de leurs pas est utilisé par le propriétaire économe. On procède de la même manière au judicieux emploi des forces humaines ; tous les mouvements des ouvriers sont réglés au sortir du dortoir commun. Là, point d'enfants, ni de femmes qui viennent troubler la besogne ; les travailleurs sont groupés par escouades ayant leurs capitaines et leurs sergents ; leur seul devoir est d'obéir et de faire silence dans les rangs. À la fin de l'automne, toute l'armée est licenciée, il ne reste que dix hommes pour surveiller les écuries. L'année suivante, les recruteurs font appel à d'autres soldats, car la compagnie a jugé qu'il serait fâcheux d'employer les mêmes travailleurs : cela aurait le grand inconvénient de les attacher trop à la terre, de leur donner à penser qu'une motte pourrait leur appartenir !

N'est-ce pas là l'idéal de la ferme agricole et tous les agronomes des États-Unis et d'Angleterre n'ont-ils pas raison d'être ravis ? D'ailleurs, les résultats financiers sont admirables. Avec quatre cents chevaux et six cents hommes, employés pendant sept mois, on obtient une quantité de blé qui représente la nourriture d'au moins cinquante mille personnes. Exemple triomphant de ce que l'on peut obtenir par la grande culture scientifique, mais exemple non moins frappant du monopole que peuvent s'attribuer quelques capitalistes sur le travail et sur la vie de tous !

Et quelle destinée effroyable ces progrès industriels préparent-ils à tous les travailleurs, ouvriers et paysans, si le droit d'accaparement se maintient, si la propriété continue de se concentrer entre les mains de quelques-uns ! C'est fort beau qu'un homme, employé au service des machines, puisse fournir assez de produits pour une centaine d'autres personnes ;

mais dans ce cas, quel besoin le propriétaire a-t-il de la foule des ouvriers qui viennent se présenter à lui ? Partout le travail se simplifie et le nombre des travailleurs augmente. Là, où dix hommes collaboraient, un seul suffit ; là, où son produit était de 10, il est maintenant de 100. Partout les besogneux assiègent les ateliers et le capitaliste peut d'année en année abaisser les salaires, trier les hommes pour ne garder que les plus dociles et les plus sobres. Si le Français raisonne trop, s'il est trop indépendant, on le remplacera par l'Allemand ! Si l'Allemand mange trop, on le remplacera par le Chinois ! Ainsi le veut l'économie politique ! C'est la loi de l'offre et de la demande, c'est la loi du plus fort ! Aucune différence ne peut subsister à cet égard entre la fabrique des villes et l'usine des champs. Le paysan propriétaire d'un lopin de terre peut jouir de son reste comme l'artisan et le petit bourgeois. Le moment vient où toute concurrence avec l'exploiteur méthodique du sol, servi par les capitaux et par la machine, lui deviendra complètement impossible, et ce jour-là, il ne lui restera plus qu'à se faire mendiant.

À moins toutefois qu'un à l'ouvrier, son compagnon de labeur et de misère, il n'ait enfin reconquis la propriété commune !

**Ouvrier, prends la machine !
Prends la terre, paysan !**